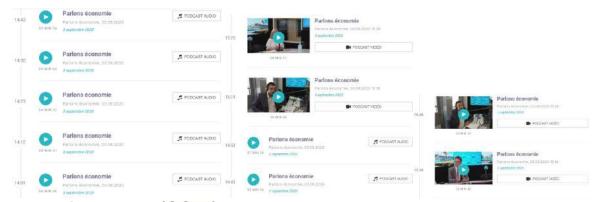
#### 03.09.2020 - Radio Lac - Parlons économie



#### Nathalie Hardyn (CCIG)

https://www.radiolac.ch/podcasts/parlons-economie-03092020-140903/

https://www.radiolac.ch/podcasts/parlons-economie-03092020-1519-151958/

#### Stéphanie Ruegsegger (FER-Genève)

https://www.radiolac.ch/podcasts/parlons-economie-03092020-142120/

https://www.radiolac.ch/podcasts/parlons-economie-03092020-1525-152509/

#### **Edouard Cuendet (FGPF)**

https://www.radiolac.ch/podcasts/parlons-economie-03092020-142955/

#### **Edouard Cuendet (FGPF)**

https://www.radiolac.ch/podcasts/parlons-economie-03092020-144117/

https://www.radiolac.ch/podcasts/parlons-economie-03092020-1534-153426/

#### Jean-Marc Thévenaz (EasyJet)

https://www.radiolac.ch/podcasts/parlons-economie-03092020-145114/

#### Jean-Marc Thévenaz (EasyJet)

https://www.radiolac.ch/podcasts/parlons-economie-03092020-150309/

https://www.radiolac.ch/podcasts/parlons-economie-03092020-1538-153845/

https://www.radiolac.ch/actualite/le-milieu-economique-genevois-se-mobilise-contre-trois-des-initiatives-en-votation/

#### **ACTUALITÉ**

**Miguel Hernandez** 

Les patrons genevois se mobilisent en vue des votations



(Timing, durée 45" + 33" + 39")

Les principales associations économiques genevoises se mobilisent contre les initiatives de limitation, zéro pertes et pour un salaire minimum. Elles craignent qu'une acceptation des trois initiatives le 27 septembre porte préjudice aux conditions cadres économiques de la Suisse et de Genève.

3 X NON : c'est le mot d'ordre des principales associations économiques genevoises en vue des votations du 27 septembre. Ce jeudi devant les médias, l'Union des associations patronales genevoises, la Fédération des Entreprises Romandes, la Fédération genevoise des métiers du bâtiment et la Chambre de commerce et d'industrie de Genève ont fait part de leur arguments contre les initiatives dites de limitation, zéro pertes et pour un salaire minimum. Elles craignent qu'une acceptation des trois initiatives en question, fragilise les conditions cadres qui font le succès de la Suisse et de Genève. Le détail avec Vincent Subilia, directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie de Genève.





Vincent Subilia

Directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie de Genè...



Les associations économiques genevoises ont rappelé qu'en Suisse le canton de Genève est le plus gourmand en impôts. À titre de comparaison les recettes fiscales par habitant du canton sont deux fois plus élevées qu'à Berne. Ainsi, près de 5 % des contribuables financent près de 50 % de l'impôt tandis que près de 40 % de la population n'en financent qu'environ 4 %. Dans le détail, un peu plus de 3% des contribuables paient près de 80% de l'impôt sur la fortune, tandis qu'un peu plus de 9% de ces derniers paient environ 60% de l'impôt sur le revenu. En revanche, 36% des contribuables ne paient aucun impôt sur le revenu.

Par conséquent, l'initiative zéro pertes qui souhaite renforcer la progressivité de l'impôt pour les personnes physiques et les entreprises est vue comme un danger.

Les opposants craignent les conséquences négatives qu'aurait un oui dans les urnes pour la fiscalité du canton. Une hausse des impôts pour les entreprises aurait pour conséquence de les voir quitter le territoire. Ainsi, sauvegarder l'attractivité de Genève devient un enjeu crucial dans un contexte économique difficile marqué par la crise du coronavirus. Aujourd'hui, les entreprises ont plus que jamais besoin de stabilité. Le détail avec Vincent Subilia.



Vincent Subilia Directeur g

Directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie de Genè...

Le salaire minimum n'est pas un thème inconnu de l'économie genevoise mais c'est le principe même que les associations économiques rejettent. Elles craignent notamment que l'introduction d'un salaire minimum remette en question le système de convention collective de travail qui fonctionne bien à Genève. Ce qui aurait pour conséquence de fragiliser le partenariat social gage de stabilité sociale et économique. Le détail avec Vincent Subilia.





Vincent Subilia

Directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie de Genè...

https://www.lemanbleu.ch/fr/News/Les-patrons-genevois-redoutent-les-votations.html

#### LES PATRONS GENEVOIS REDOUTENT LES VOTATIONS



Avec interview de Vincent Subilia, directeur général de la CCIG

(Timing, durée 1'48)

Les principales associations économiques genevoises ont manifesté leur inquiétude en cas d'acceptation des trois initiatives qui seront soumises au verdict des Genevois le 27 septembre prochain. Fiscalité, salaire minimum et limitation de travailleurs étrangers autant de dangers pour l'emploi selon elles. Trois fois non, voilà ce que préconisent les milieux économiques genevois. Ils rejettent en bloc l'initiative de l'UDC qui vise à contingenter les demandeurs d'emplois étrangers et ce malgré un contexte de chômage grandissant. La fiscalité aussi est source d'inquiétude, après le vote en faveur de RFFA qui fixe le taux d'imposition des entreprises, l'initiative zéro pertes qui vise à augmente le taux choisi ferait fuir les entreprises selon les patrons genevois. Enfin le salaire minimum déjà refusé dans les urnes par le passé ne trouve toujours pas d'écho dans les milieux économiques malgré la précarisation grandissante dans certains secteurs d'activité. Trois fois non mais trois fois oui pour une fiscalité équilibrée, un marché du travail souple et autorégulé, gage de stabilité pour les milieux économiques pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire. Verdict le 27 septembre dans les urnes. Gilles Miélot

# Genève 7

04.09.2020 - La Tribune de Genève

# Les patrons s'unissent contre l'UDC et la gauche

## Votation du 27 septembre

Le patronat rejette l'initiative UDC, le salaire minimum et de potentielles hausses d'impôts.

Les patrons genevois se mobilisent contre trois des nombreux objets soumis en votation le 27 septembre. «Ces propositions sont autant de coups de canif dans l'édifice de notre prospérité économique», a déclaré Vincent Subilia, directeur de la Chambre de commerce et d'industrie, lors d'une conférence de presse jeudi matin. L'affiche éditée pour l'occasion résume cette pensée d'une manière plus prosaïque, avec un simple slogan: «Ça va ou bien?»

Les représentants patronaux combattent d'abord l'initiative de l'UDC visant à limiter l'immigration. «En résiliant l'accord sur la libre circulation des personnes, elle met en péril toute la voie bilatérale choisie par la Suisse dans ses relations avec l'Europe, dénonce Pierre-Alain L'Hôte, président de la Fédération des métiers du bâtiment. Or, cette voie a fait ses preuves depuis vingt ans et l'UDC ne propose aucune alternative valable.»

L'initiative de l'UDC va étouffer les entreprises qui ont besoin de la main-d'œuvre étrangère, poursuit le représentant du bâtiment. Elle va aussi leur fermer l'accès au marché européen, un débouché capital notamment pour l'horlogerie et la chimie. Pierre-Alain L'Hôte estime que la Suisse, et Genève en particulier, a mis en place des dispositifs efficaces pour lutter contre la sous-enchère salariale.

Les patrons s'opposent aussi à la mise en place, dans le canton, d'un salaire minimum de 23 francs de l'heure. «Cela peut sembler un petit effort, relève Sophie Dubuis, présidente de la Fédération du commerce genevois. Mais cette mesure touche des entreprises qui ne bénéficient pas de marges importantes et sont soumises à une forte concurrence.» On trouve ces petits salaires avant tout dans le secteur du nettoyage, de l'hôtellerie-restauration ou dans l'industrie textile. Instaurer un salaire minimum reviendrait à adopter un système «à la française» qui «tirerait les salaires vers le bas», alors que les conventions collectives de travail ont, dit-elle, fait leurs preuves.

Blaise Matthey, directeur de la Fédération des entreprises romandes (FER), déplore aussi la rigidité du système. «Aucune exception n'est prévue pour les entreprises de réinsertion qui emploient des personnes légèrement handicapées. Celles-ci se verront du coup éjectées du marché du travail.»

Enfin, le patronat rejette l'initiative fiscale de la gauche, dite «Zéro pertes», qui vise notamment à renforcer la progressivité de l'impôt. «Genève est déjà le canton le plus gourmand fiscalement. Augmenter sa progressivité fera fuir les gros contribuables et ne remplira pas les caisses de l'État. La richesse ne pousse pas sur la plaine de Plainpalais.»

#### **Christian Bernet**

03. septembre 2020 PHILANTHROPIE @ 5 min

## La diaspora libanaise au chevet de Beyrouth

PAR LAURE WAGNER











Entre 15'000 et 20'000 citoyens du Pays du Cèdre vivent en Suisse, dont nombre d'entrepreneurs. Depuis l'explosion survenue dans le port début août, ils ont récolté plusieurs millions.

#crowdfunding #aide humanitaire #liban



Le port de Beyrouth, aujourd'hui dévasté, jouait un rôle majeur pour l'économie du Liban.

Crédits: Chris McGrath/Getty Images

L'explosion de 2750 tonnes de nitrates d'ammonium dans un entrepôt du port de Beyrouth, le 4 août 2020, a provoqué une vague de solidarité internationale sans précédent. Et la Confédération fait partie des plus importants pays donateurs du Pays du Cèdre: dès le 9 août, dans la foulée de la Conférence internationale pour le Liban, le Conseil fédéral s'est engagé à verser une aide d'urgence de 4,5 millions pour les hôpitaux et les écoles victimes de la catastrophe. Mais pour les Libanais vivant en Suisse, il était important d'agir plus et plus vite encore...

#### Le monde des affaires se mobilise

«Je ne m'attendais pas à recevoir autant d'e-mails et de coups de téléphone après l'explosion, raconte Magid Khoury, président du groupe Capvest, beaucoup de gens

voulaient envoyer des dons financiers au Liban, mais ils ne savaient comment procéder, ni surtout vers qui se tourner!» En l'espace de 48 heures, il a mis sur pied, avec d'autres entrepreneurs suisses, le site internet urgence-beyrouth.ch qui recense une petite dizaine d'institutions et d'ONG actives et reconnues au Liban. «L'argent ne transite pas par notre groupe, il est envoyé directement aux différents organismes. Notre objectif était de canaliser les demandes et de rassurer les donateurs», explique le promoteur immobilier d'origine libanaise. Par le biais de sa Fondation Ehden Philanthropic Fund, il s'est également engagé à hauteur de 1 million de francs et en collaboration avec des associations locales dans des actions plus ciblées sur le terrain, comme l'aide à la reconstruction de bâtiments endommagés ou l'envoi de médicaments et de matériel médical.

«Les petits ruisseaux font les grandes rivières!», affirme quant à lui le président du groupe m3, Abdallah Chatila. Il a lancé un appel aux dons à l'ensemble de son réseau via la plateforme Urgence Beyrouth, dont il est partenaire, ainsi que via sa Fondation Sesam. Le message a été entendu: en trois semaines, cette dernière a déjà reçu plus de 250'000 fr. de dons privés. «Ce montant sera ajouté à la donation promise par notre fondation en faveur d'organisations caritatives actives sur le terrain; à savoir 500'000 fr. distribués sur une période de douze mois», précise Fabrice Eggly, directeur communication et relations extérieures du groupe. En parallèle, m3 a fait un don de 1 million de masques de haute protection – KN 95 – à la Croix-Rouge libanaise, pour une valeur de plus de 1,5 million de francs, et Abdallah Chatila a promis un don personnel de 1 million de dollars, dont 400'000 ont d'ores et déjà été distribués à une dizaine d'organisations caritatives libanaises, ainsi qu'à des hôpitaux privés, selon Fabrice Eggly.

D'autres chefs d'entreprise libanais en Suisse se sont directement mobilisés pour le Pays du Cèdre, à l'image de Gilbert Ghostine, CEO de Firmenich, qui s'est rendu personnellement au Liban pour aider les habitants des quartiers affectés par l'explosion. De son côté, la famille **Tamari** (groupe **Sucafina**) a lancé depuis Genève et en collaboration avec six organisations humanitaires au Liban une collecte de fonds «pour aider le peuple libanais à reconstruire sa vie» au nom de la Fondation Tamari. A ce jour, ils ont récolté plus de 95'000 fr. sur un objectif initial de 100'000 fr.

Genève abrite également le siège de deux grandes banques libanaises: Bank Audi et BankMed. Dans ces établissements, ainsi que dans plusieurs autres banques suisses comme Credit Suisse, ou étrangères comme HSBC, des appels aux dons ont été lancés en interne pour venir en aide au Liban.

#### Elan de générosité

La générosité de la diaspora libanaise ne s'arrête pas au monde des affaires... La double explosion survenue au port de Beyrouth le mois dernier a fait plus de 180 morts, des milliers de blessés et 300'000 sans-abri, selon un bilan encore provisoire. Depuis, les initiatives de solidarité se multiplient partout en Suisse.

Sara Hamdan fait partie des membres fondateurs de Xpatria, une association à but non lucratif fondée en 2020, dont l'objectif était de soutenir le financement et le développement de projets caritatifs dans différents pays à travers le monde. «Nous sommes quatre membres sur cinq d'origine libanaise dans notre comité de direction, explique-t-elle, alors forcément après ce terrible événement, on a mis de côté nos projets initiaux pour concentrer tous nos efforts en direction du Liban.» En quelques jours, ils ont lancé une campagne de crowdfunding sur les réseaux sociaux pour constituer un fonds d'aide d'urgence de 100'000 fr. à destination de quatre

associations libanaises, toutes sélectionnées en fonction de critères précis: Beit El Baraka, AlGhina, Lebanon Needs et Nusaned. «Nous avons voulu mettre en avant le travail spécifique de chacune de ces ONG sur le terrain, afin de permettre aux donateurs de financer un projet concret, puis de le suivre sur la durée», développe Sara Hamdan.

«Il y a un véritable élan de générosité en Suisse: les gens veulent donner de l'argent, mais aussi des habits, de la nourriture, des médicaments ou encore du matériel pour aider à la reconstruction, constate Taline Satamian, bénévole suisso-libanaise de l'association basée dans le canton de Vaud, on essaie de les orienter le mieux possible en amont, en publiant des listes qui recensent les besoins de nos ONG partenaires au Liban sur les réseaux sociaux, et, en aval, en coordonnant le transport des marchandises depuis la Suisse vers le Liban», explique-t-elle. En tout, les bénévoles ont déjà envoyé à Beyrouth près de 100 kilos de produits de première nécessité dans des valises. Ils sont actuellement en négociation avec les entreprises de transport pour pouvoir acheminer des biens en plus grande quantité.

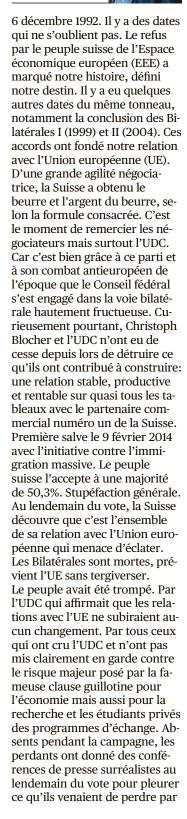
04.09.2020 - La Tribune de Genève - page 2

# L'UDC tombe le masque. Le peuple peut revoter

#### Chronique

Pierre Ruetschi





négligence. Il a fallu près de trois ans de formidables contorsions du gouvernement et virulents combats parlementaires pour vider l'initiative de sa substance en triturant la loi d'application. La Suisse sauve in extremis sa tête sur le billot européen. Notre démocratie n'en sort pas grandie: la loi de mise en œuvre ne correspond clairement pas à l'esprit de l'initiative de l'UDC.

Nous avions suggéré en ces mêmes colonnes en 2015 que le peuple revote car rien n'avait laissé présager que la votation du 9 février déterminerait fondamentalement le futur de nos relations avec l'UE. Revoter? Les conservateurs avaient hurlé à la démocratie bafouée, à l'insulte du peuple. Pourtant, c'est bien à un deuxième vote pour ou contre les Bilatérales I que nous allons procéder le 27 septembre prochain. Ironie de l'histoire, c'est l'UDC qui a souhaité ce

#### «Les Bilatérales et nos liens avec l'UE sont en jeu»

scrutin sur «l'immigration modérée» avec exactement le même impact que celui de 2014. Aucune ambiguïté cette fois. Les Bilatérales et nos liens avec l'UE sont en jeu. Sur le plan de l'économie et de la compétitivité suisses, les pertes seraient majeures.

Cette fois, l'UDC a tombé le masque. Ses intentions sont claires. Il veut la fin de la libre circulation des personnes, donc la fin des Bilatérales I et donc la fin des relations constructives avec l'UE. La Suisse a évité de justesse le désastreux impact de la votation du 9 février 2014. Mais comme souvent, les deuxièmes vagues sont plus redoutables encore. Si la Suisse ouverte se laisse déborder lors de la prochaine votation, le 27 septembre 2020 s'inscrira dans l'histoire comme la fin d'une success story entamée le 6 décembre 1992. Sauf que cette fois, il n'y aura pas de deuxième voie. \* Directeur du Club suisse de

la presse

# ACTEURS

# Initiative de l'UDC: ne limitons pas notre liberté!

L'ÉCONOMIE SUISSE

A BESOIN DE SPÉCIALISTES

ET DE PROFESSIONNELS

DE QUALITÉ

**QUI NE SE TROUVENT PAS** 

EN NOMBRE SUFFISANT

EN SUISSE.

YVES MIRABAUD

Le 27 septembre prochain,

nous votons entre autres sur

l'initiative de l'UDC pour li-

miter l'immigration euro-

péenne, qui revient en fait à

mettre un terme à nos accords

bilatéraux avec l'UE. La ques-

Suisse depuis vingt ans.

Oui, la population suisse aug-

mente: elle était de 5,3 millions

d'habitants en 1960, puis de 6,3

millions en 1980, de 7,2 millions

en 2000 et enfin de 8,6 millions

en 2020. Ces chiffres démon-

trent que la libre circulation avec

l'UE n'a pas tellement contribué à l'accroissement de la population. L'immigration nette (arri-

vées moins départs) ne représente d'ailleurs

plus que 40.000 à 45.000 personnes par année, dont envi-

née, dont environ 30.000 des pays de l'UE. Cette immigra-

ruire le socle de nos relations pays de l'UE.

cette immigration est néces-

saire pour financer les rentes AVS des quelque 500.000 babyboomers qui partiront à la retraite ces dix prochaines années, faute d'une natalité suffisante en

Suisse.

Pourquoi un pays connaît-il de l'immigration? C'est tout simple-

ment le reflet de son succès éco-

nomique. A la fin des années 70, l'immigration était négative, les travailleurs quittaient la Suisse. Aujourd'hui, la libre circulation

> avec l'UE n'est pas absolue, il faut un emploi pour venir s'installer en Suisse, ou alors disposer de moyens suffisants pour vivre sans recours à l'aide so-

ciale. Des mesures d'accompagnement sont en place pour lutter

contre le dumping salarial. L'économie suisse a besoin de spécialistes et de professionnels de qualité qui ne se trouvent pas en nombre suffisant en Suisse, et certains secteurs comme la santé ou la restauration ont besoin de frontaliers pour occuper tous les

postes existants.

Si l'initiative de l'UDC ne vise que l'accord de libre circulation avec l'UE, celui-ci fait partie des premiers accords bilatéraux conclus avec l'UE, qui sont tous liés entre eux, sauf décision contraire de l'UE dans les six mois suivant la dénonciation de

l'un d'eux.
Alors que l'UE est en pleine négociations post-Brexit avec le Royaume-Uni, et qu'elle répète à chaque occasion que la libre circulation est la pierre angulaire de l'accès à son marché, qui peut croire qu'elle fera gentiment une exception pour la Suisse?

exception pour la Suisse? On parle beaucoup des exportations suisses vers l'UE, notre principal partenaire commercial et de loin; il est vrai que sans accords bilatéraux, de nombreuses entreprises ne pourraient plus être concurrentielles sur le marché européen depuis la Suisse et délocaliseraient leur production voire leur siège.

Président ASSOCIATION DE BANQUES PRIVÉES SUISSES

Plutôt que de sauver des emplois, l'initiative en détruirait beaucoup. Mais souvenez-vous aussi de la vie avant les accords bilatéraux: la queue à la douane de tous les pays européens, les difficultés pour étudier à l'étranger, l'isolation des chercheurs suisses. Estce cela que nous voulons léguer à nos enfants? Et qu'arriverait-il aux quelque 500.000 Suisses qui se sont établis dans les pays de l'UE grâce à la libre circulation? Le problème n'est pas l'immigration en provenance de l'UE, qui s'est d'ailleurs réduite de moitié depuis le lancement de l'initia-



tive. Les difficultés de nombreuses personnes au quotidien viennent de la gestion imparfaite de l'augmentation de la population suisse: il aurait fallu continuer à construire des voies ferrées, des routes, des logements, des écoles, des crèches. Nous vivons avec des infrastructures qui ne sont plus adaptées à notre

époque. C'est pourquoi le 27 septembre, je voterai non à l'initiative de limitation, afin que la Suisse reste un pays prospère et accueillant, en premier lieu pour ses propres citoyens.■

tion n'est pas de savoir si l'on aime l'UE ou non, ni si l'on trouve qu'elle fonctionne bien, mais si l'on est prêt à détruire le socle de nos relations 03.09.2020 - Radio Lac - dossier thématique

https://www.swissinfo.ch/fre/votations-du-27-septembre\_sarah-progin-theuerkauf---les-europ%C3%A9ens-qui-sont-d%C3%A9j%C3%A0-en-suisse-n-ont-rien-%C3%A0-craindre-/46007776

# Sarah Progin-Theuerkauf: «Les Européens qui sont déjà en Suisse n'ont rien à craindre»



Si les Suisses décident de mettre fin à la libre circulation des personnes avec l'EU le 27 septembre, les Européens pourront continuer à venir travailler et vivre en Suisse. Les démarches pourraient se révéler plus complexes, avertit toutefois la professeure de droit à l'Université de Fribourg Sarah Progin-Theuerkauf.

un pays de l'Union européenne (UE). Ils bénéficient de l<u>'accord sur la libre circulation des personnes</u> (ALCP) qui leur offre un libre accès à leur marché du travail respectif. Le 27 septembre, le peuple est appelé à se prononcer sur l'initiative populaire «pour une immigration modérée» de l'Union démocratique du centre (UDC / droite conservatrice) qui veut résilier l'ALCP. L'acceptation du texte complexifierait la mobilité européenne, mais ne l'empêcherait pas pour autant, estime <u>Sarah Progin-Theuerkauf</u>, professeure de droit à l'Université de Fribourg.

Près d'1,4 million d'Européens résident en Suisse et quelque 470'000 Suisses sont établis dans

# swissinfo.ch: Que se passera-t-il en cas de résiliation de l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE?

Sarah Progin-Theuerkauf: Comme les sept accords bilatéraux I sont reliés par une clause guillotine, la résiliation de l'ALCP fera tomber automatiquement les six autres traités. En principe, il n'y aura pas de conséquence sur le deuxième paquet des bilatérales. Toutefois, l'impact politique sera important. L'UE aura peu d'intérêt à nous laisser des accords qui s'inscrivent dans un contexte d'échange et d'ouverture réciproque. Les autres accords sont aussi en danger. Il n'y a pas de garantie concernant la pérennité de la voie bilatérale.

# Les nombreux Européens qui bénéficient de la libre circulation ont-ils de quoi s'inquiéter?

Les ressortissants européens qui sont déjà en Suisse n'ont rien à craindre. Ils bénéficient de ce qu'on appelle les droits acquis, c'est-à-dire qu'on ne va pas leur retirer un droit qu'ils ont déjà exercé. En revanche, ceux qui souhaiteront migrer en Suisse après la fin de l'accord auront plus de difficultés. Évidemment, il sera toujours possible de le faire, mais cela ne sera plus considéré comme un droit.

Nous reviendrons à la situation qui prévalait avant la conclusion de l'accord. Cela signifie qu'ils devront soumettre une demande, fournir tous les papiers nécessaires. S'il y a des contingents, ceux-ci devront aussi être respectés. Il n'y aura plus d'automatisme. La Suisse

Quelle sera la procédure pour les Européens qui souhaitent migrer en Suisse si l'ALCP

devenait caduc?

#### Un tel scénario aura-t-il également un impact sur le droit au regroupement familial?

Les ressortissants européens pourront continuer à exercer ce droit. La situation sera toutefois

aura une grande marge de manœuvre pour refuser des permis de séjour.

moins claire pour ceux qui sont déjà établis en Suisse, mais qui ne sont pas encore mariés. Faire venir leur futur conjoint de l'étranger pourra se révéler plus complexe. On ne peut pas complètement interdire le regroupement familial, car il s'agit d'un droit fondamental garanti par la Constitution et la Convention européenne des droits de l'homme. Sans accord, il ne sera toutefois plus un automatisme. Il faudra le demander et se battre pour celui-ci. L'État aura aussi la possibilité d'ériger davantage de barrières. Il pourra notamment exiger un an de séjour aux migrants qui souhaitent bénéficier de ce droit, ce qui signifierait un an de séparation avec la famille.

# À l'inverse, à quels problèmes les Suisses qui souhaitent s'expatrier dans l'UE pourrontils être confrontés?

Sans accord, les États pourront aussi refuser aux Suisses de migrer. Ils pourraient aussi refuser des permis de séjour aux étudiants qui souhaitent participer au programme européen de mobilité étudiante Erasmus.



hier · 341 vues

PLUS TARD

A Genève, votation le 27 septembre sur l'introduction d'un salaire minimum.

## Genève à chaud, Léman Bleu – 02.09.2020 <a href="http://www.lemanbleu.ch/replay/video.html?VideoID=42470">http://www.lemanbleu.ch/replay/video.html?VideoID=42470</a>





Durée: 16'04"

# A Genève, le covid profitera-t-il au salaire minimum?

**VOTATION** Après deux échecs, l'introduction d'un plancher horaire de 23 francs revient devant le peuple le 27 septembre. La pandémie, qui a mis en valeur des professions indispensables et souvent précarisées, changera-t-elle la donne?

SYLVIA REVELLO

@sylviarevello

Jamais deux sans trois. A Genève. l'introduction d'un salaire minimum revient devant le peuple après deux refus successifs en 2011 au niveau cantonal (54%) et en 2014 au niveau fédéral (66%). Lancée par la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) et soutenue par la gauche, l'initiative soumise au vote le 27 septembre prévoit de fixer un plancher horaire à 23 francs, soit quelque 4100 francs par mois à temps plein. La crise du coronavirus, qui a mis en valeur des professions indispensables et souvent précarisées, va-t-elle jouer en faveur du projet? Ou, au contraire, les perspectives économiques maussades vont-elles définitivement l'enterrer?

A l'instar de Neuchâtel, du Jura et du Tessin, les syndicats genevois rêvent d'un salaire minimum. Une question de «dignité» pour Davide de Filippo, président de la CGAS, qui souhaite donner la possibilité aux employés de vivre de leur activité. Combien de personnes sont concernées à Genève? «Plus de 30000, dont deux tiers de femmes», estime le syndicaliste, qui précise que le secteur de l'agriculture, tout comme celui de l'économie domestique, n'est pas pris en compte dans les enquêtes de l'Office fédéral de la statistique.

Parmi les branches touchées: l'hôtellerie-restauration, le nettovage, la blanchisserie, le déménagement, la vente, la coiffure ou encore l'esthétique. Certaines n'ont ni salaire minimum ni conventions collectives de travail (CCT), d'autres disposent d'un revenu plancher inférieur à 23 francs. C'est le cas de l'hôtellerie-restauration où le salaire d'entrée, pour un travailleur non qualifié, est fixé à 20,65 francs, ou encore du commerce de détail (22 francs). D'autres domaines, tels que la distribution de publicité, fonctionnent quant à eux sans CCT ni contrat type.

Pourquoi revenir à la charge avec un sujet refusé deux fois par

les Genevois? «Tout simplement parce que les besoins perdurent, la situation des travailleurs s'est. même dégradée», lâche Davide de Filippo, avant de raconter une anecdote. «Sur les stands, on faisait la queue pour signer l'initiative, je n'ai jamais vu un tel engouement en quinze ans d'activité syndicale», affirme-t-il. Après la forte mobilisation en faveur des caissiers ou des livreurs durant la pandémie, ou encore l'émoi suscité par les distributions de nourriture aux Vernets, il juge qu'il est désormais temps de matérialiser cette solidarité en reconnaissance salariale.

Ouid de la crise économique qui met déjà les employeurs en diffi-

culté? «On ne parle pas ici que de petites PME, avance Davide de Filippo. Dans le secteur du nettoyage, il y a de grandes multinationales qui ont les moyens.» Loin de menacer l'emploi, le salaire minimum pourrait même être un outil de relance économique, selon le député socialiste Romain de Sainte Marie, «Les effets positifs du salaire minimum sur la consommation se vérifient, affirme-t-il. Dire qu'il tire les salaires vers le bas est un mythe, c'est au contraire un point d'appui pour la négociation et un rempart contre la précarité.» A ses veux. le coût de la vie élevé à Genève coule les salariés les plus fragiles. «Notre canton compte les travail-

«Les effets positifs du salaire minimum sur la consommation se vérifient. Dire qu'il tire les salaires vers le bas est un mythe, c'est au contraire un point d'appui pour la négociation et un rempart contre la précarité»

ROMAIN DE SAINTE MARIE, DÉPUTÉ SOCIALISTE

leurs les plus pauvres de Suisse, mais aussi les salaires les plus élevés, expose-t-il. Sans compter que les bas salaires coûtent à l'Etat en termes de prestations sociales. Or ce n'est pas à lui de subventionner des entreprises qui sous-paient leurs employés.»

A droite, on voit d'un mauvais œil cette nouvelle tentative de «briser un partenariat social qui fonctionne». «La gauche tente de nous avoir à l'usure, qui plus est à un moment où le tissu économique local souffre», déplore Yvan Zweifel, député PLR et patron d'une fiduciaire. Il juge d'ailleurs piquant que les syndicats s'attaquent à des salaires minimums inférieurs à 23 francs, qu'ils ont eux-mêmes négociés et acceptés. «Les CCT ne fixent pas que les salaires, elles définissent aussi les conditions de travail, les horaires, les calendriers, souligne-t-il. Si d'aventure cette initiative était acceptée, on perdrait le fruit de ces négociations, souvent avantageuses pour le personnel.» A ses yeux, l'introduction d'un salaire brut minimum. auguel se rajoutent les charges patronales, serait insupportable pour certains patrons. «En pleine crise du covid, les employeurs tentent avant tout de préserver l'emploi, rappelle-t-il. Une augmentation des charges pourrait conduire à une vague de licenciements. Il faut savoir ce que l'on veut.»

Mêmes craintes du côté de la Fédération des entreprises romandes (FER). «Le système actuel est un système pragmatique, souple et autorégulé, qui permet d'assurer des conditions de travail parmi les plus élevées au monde», souligne Véronique Kämpfen, présidente de la section genevoise. Le remettre en question risquerait selon elle de fragiliser les secteurs à faible valeur ajoutée, durement touchés par la crise, mais aussi les salariés peu qualifiés ou sans expérience, qui risqueraient de se retrouver exclus du marché du travail. En clair, l'initiative aurait pour effet pervers de précariser les travailleurs qu'elle entend aider.

A voir si la droite, alliée au MCG, réussira à imposer ses arguments dans les urnes, elle qui a perdu des plumes lors des dernières élections genevoises.

# Le jeu des chiffres et des invectives

**VOTATION** La campagne sur les déductions fiscales pour enfants donne lieu à une empoignade sur les chiffres

PHILIPPE CASTELLA (LA LIBERTÉ)

❤ @PhCastella

Les invectives fusent dans une campagne vive sur les déductions fiscales pour enfants, même si elle est largement occultée par d'autres objets de votations aux enjeux plus palpables. «Le PS mène une campagne de désinformation», dénonçait avant-hier le PDC dans un communiqué, alors que la gauche hurle à l'arnaque fiscale. Au cœur de la polémique, une belle bataille de chiffres qui oppose les deux camps.

Dans celui du oui, on avance que 60% des familles en bénéficieront et, dans celui du non, que seuls 6% des ménages en profiteront vraiment. L'écart apparaît monstrueux et pourtant les deux chiffres se défendent. C'est la loupe utilisée par chaque camp qui diffère grandement

Un peu plus de 40% des ménages ne paient pas d'impôt fédéral direct (IFD) en raison de revenus trop bas. C'est le cas par exemple d'une famille avec deux enfants et un revenu imposable de 60000 francs. Logiquement, ces ménages ne peuvent pas bénéficier de déductions fiscales. D'où cette proportion de 60% des familles qui en bénéficieront.

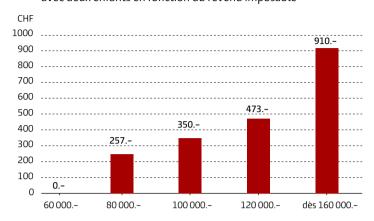
L'IFD étant fortement progressif, il en va de même pour les déductions fiscales qu'on lui applique. Avec un revenu imposable de 80000 francs, cette même famille bénéficiera d'un rabais de 257 francs par an en cas de oui, alors qu'à partir de 160000 francs de revenu imposable, le rabais sera de 910 francs par an (voir notre infographie).

«C'est un cas d'école d'aide mal ciblée, dénonce Roger Nordmann. Cette révision est totalement inéquitable. Elle aide ceux qui n'en ont pas besoin et ne prévoit que des miettes pour ceux qui en auraient besoin.» Selon le chef du groupe socialiste aux Chambres fédérales, «22% des familles, celles qui ont un revenu brut de plus de 130000 francs [revenu imposable de plus de 100000 francs], se partagent le 70% du magot». Et ces 22% des familles représentent 6% de tous les ménages.

«Ce chiffre de 6% est trompeur, pointe Benjamin Roduit (PDC/ VS), car il englobe les personnes qui ne paient pas d'impôt fédéral direct et celles qui n'ont pas d'enfants.» Pour montrer que le projet ne bénéficie pas qu'aux plus riches,

#### LES DÉDUCTIONS FISCALES POUR ENFANTS

Montants d'impôts économisés en francs pour un couple marié avec deux enfants en fonction du revenu imposable



Infographie: SLO/La Liberté | Source: Calculs de l'Administration fédérale des contributions

«C'est un cas d'école d'aide mal ciblée. Cette révision est totalement inéquitable. Elle aide ceux qui n'en ont pas besoin et ne prévoit que des miettes pour ceux qui en auraient besoin»

ROGER NORDMANN, CONSEILLER NATIONAL (PS/VD)

le PDC prend l'exemple d'un couple avec enfants formé d'un menuisier et d'une assistante en soins et santé communautaire, tous deux âgés de 33 ans et travaillant à 80%, sans fonction de direction, pour un revenu brut de 115000 francs. «Sont-ils riches?» s'interroge le parti. «Non, ils incarnent la classe moyenne qui gagne trop pour obtenir une aide de l'Etat.»

Benjamin Roduit développe: «Nous sommes dans la cible avec ce projet qui vise la classe moyenne, c'est-à-dire toutes ces familles qui gagnent jusqu'à 150000 francs, qui ne touchent aucune subvention ni prestation complémentaire.»

Autre reproche formulé par la gauche, ce projet bénéficie avant tout aux familles traditionnelles avec un seul revenu. «Cette réforme, c'est l'encouragement de la femme au foyer», critique Roger Nordmann, alors qu'elle visait initialement une augmentation des déductions pour frais de garde et donc un meilleur accès des femmes au marché du travail. Dans son argumentaire, le PS cite plusieurs exemples, et notamment celui d'une femme élevant seule ses deux enfants avec un revenu brut de 80000 francs, qui ne verrait pas un centime tomber dans son escarcelle.

«Nous sommes pour la liberté d'organisation familiale. C'est notre credo, réplique Benjamin Roduit. Et ce projet avantage les familles, quel que soit leur modèle d'organisation.»

Pour Roger Nordmann, il y a d'autres moyens plus sociaux de venir en aide aux familles: augmentation des allocations familiales ou des subventions pour payer les primes maladie, soutien aux crèches. Le Vaudois craint surtout les conséquences financières de ce projet, qui devrait entraîner un manque à gagner de 380 millions de francs par an pour la Confédération et les cantons: «Ce cadeau fiscal a aussi un coût et cela signifie des prestations que l'Etat ne pourra plus fournir. C'est vraiment de l'argent jeté par les fenêtres.»

A l'inverse, selon Benjamin Roduit, «la Confédération peut se le permettre. Il faut voir que près d'un million de familles vont en bénéficier». Et le Valaisan d'ajouter: «D'autres mesures sociales coûtent bien plus cher et ne posent aucune difficulté à la gauche.»

Précisons qu'avec la crise sanitaire et économique qui sévit, l'Administration fédérale des contributions a refait ses estimations. Les pertes fiscales liées à cette réforme pourraient être temporairement moins importantes que prévu, de 60 à 120 millions en moins pour 2021, mais elles seront d'autant plus douloureuses. Reste qu'audelà de cette bataille de chiffres, c'est un choix politique qui attend les votants le 27 septembre.

#### PARLEMENT

#### **Un objet mutant**

Au départ, il s'agissait d'une petite révision, guère contestée, visant à encourager l'accès des femmes au marché du travail, via une augmentation de 10 000 à 25 000 francs des déductions fiscales pour frais de garde des enfants par des tiers. Coût du projet: une dizaine de millions de francs par an.

Lors du débat en plénum au Conseil national en mars 2019, un nouvel élu démocrate-chrétien, arrivé neuf mois plus tôt, le Zurichois Philipp Kutter, émet une proposition individuelle d'augmenter en parallèle la déduction générale pour enfants de 6500 à 10000 francs, histoire de faire un geste pour toutes les familles. Avec le soutien du PDC et de l'UDC, l'idée passe de justesse la rampe.

Loin d'être anodin, cet amendement fait grimper l'addition de 370 millions de francs par an. Une facture salée qui effraie le Conseil des Etats, lequel rejette cet ajout. Cela avec la bénédiction du grand argentier, Ueli Maurer, choqué qu'une telle proposition ne fasse même pas l'objet d'une consultation.

L'objet fait dès lors la navette entre les deux Chambres, qui campent sur leurs positions. En conférence de conciliation, la version du National est privilégiée. Et elle l'emporte dans les deux Chambres, avec le ralliement tardif d'une majorité du PLR, entraînant le lancement d'un référendum par la gauche.

C'est ainsi que les citoyens se retrouvent à voter le 27 septembre sur un objet dont le titre évoque l'augmentation des déductions fiscales pour frais de garde, alors que le cœur du débat porte sur les déductions générales pour enfants. 

P. C.

La campagne sur les déductions fiscales pour enfants donne lieu à une empoignade arithmétique

# Le jeu des chiffres et des invectives



**PHILIPPE CASTELLA** 

Impôts ➤ Les invectives fusent dans une campagne vive sur les déductions fiscales pour enfants, même si elle est largement occultée par d'autres objets de votations aux enjeux plus palpables. «Le PS mène une campagne de désinformation», dénonçait avant-hier le PDC dans un communiqué, alors que la gauche hurle à l'arnaque fiscale. Au cœur de la polémique, une belle bataille de chiffres qui oppose les deux camps.

Dans celui du oui, on avance que 60% des familles en bénéficieront et, dans celui du non, que seuls 6% des ménages en profiteront vraiment. L'écart apparaît monstrueux et pourtant les deux chiffres se défendent. C'est la loupe utilisée par chaque camp qui diffère grandement.

#### Déductions progressives

Un peu plus de 40% des ménages ne paient pas d'impôt fédéral direct (IFD) en raison de revenus trop bas. C'est le cas par exemple d'une famille avec deux enfants et un revenu imposable de 60 000 francs. Logiquement, ces ménages ne peuvent pas bénéficier de déductions fiscales. D'où cette proportion de 60% des familles qui en bénéficieront.

L'IFD étant fortement progressif, il en va de même pour les déductions fiscales qu'on lui ap-



Pour les opposants au projet de déduction des frais de garde, les familles les moins fortunées resteraient sur le bord du chemin. KEYSTONE

plique. Avec un revenu imposable de 80 000 fr., cette même famille bénéficiera d'un rabais de 257 fr. par an en cas de oui, alors qu'à partir de 160 000 fr. de revenu imposable, le rabais sera de 910 francs par an.

«C'est un cas d'école d'une aide mal ciblée, dénonce Roger Nordmann. Cette révision est totalement inéquitable. Elle aide ceux qui n'en ont pas besoin et ne prévoit que des miettes pour ceux qui en auraient besoin.» Selon le chef du groupe PS aux Chambres, «22% des familles, celles ayant un revenu brut de plus de

130 000 fr., se partagent 70% du magot», ce qui correspond à un revenu imposable de plus de 100 000 francs. Et ces 22% représentent 6% de tous les ménages.

#### La classe movenne visée

«Ce chiffre de 6% est trompeur, pointe Benjamin Roduit (pdc, VS), car il englobe les personnes qui ne paient pas d'impôt fédéral direct et celles qui n'ont pas d'enfant.» Pour montrer que le projet ne bénéficie pas qu'aux plus riches, le PDC prend l'exemple d'un couple avec enfants formé d'un menuisier et d'une assis-

tante en soins et santé communautaire, tous deux âgés de 33 ans et travaillant à 80%, sans fonction de direction, pour un revenu brut de 115 000 francs. «Sont-ils riches? s'interroge le parti. Non, ils incarnent la classe moyenne qui gagne trop pour obtenir une aide de l'Etat.»

Benjamin Roduit développe: «Nous sommes dans le tir avec ce projet qui vise la classe moyenne, c'est-à-dire toutes ces familles qui gagnent jusqu'à 150 000 francs, qui ne touchent aucune subvention ni prestation complémentaire.»

Autre reproche formulé par la gauche, ce projet bénéficie avant tout aux familles traditionnelles avec un seul revenu. «Cette réforme, c'est l'encouragement de la femme au foyer», critique Roger Nordmann, alors qu'elle visait initialement une augmentation des déductions pour frais de garde et donc un meilleur accès des femmes au marché du travail. Dans son argumentaire, le PS cite plusieurs exemples et notamment celui d'une femme élevant seule ses deux enfants avec un revenu brut de 80 000 fr., qui ne verrait pas un centime lui revenir.

«Nous sommes pour la liberté d'organisation familiale. C'est notre credo, réplique Benjamin Roduit. Et ce projet avantage les familles, quel que soit leur modèle d'organisation.»

#### Un coût revu à la baisse

Pour Roger Nordmann, il y a d'autres moyens plus sociaux de venir en aide aux familles: augmentation des allocations familiales ou des subventions pour payer les primes-maladie, soutien aux crèches. Le Vaudois craint surtout les conséquences financières de ce proiet, qui devrait entraîner un manque à gagner de 380 millions par an pour la Confédération et les cantons: «Ce cadeau fiscal a aussi un coût et cela signifie des prestations que l'Etat ne pourra plus fournir. C'est vraiment de l'argent jeté par les

A l'inverse, selon Benjamin Roduit, «la Confédération peut se le permettre. Il faut voir que près d'un million de familles vont en bénéficier». Et le Valaisan d'ajouter: «D'autres mesures sociales coûtent bien plus cher et ne posent aucune difficulté à la gauche.»

Précisons qu'avec la crise sanitaire et économique qui sévit, l'Administration fédérale des contributions a refait ses estimations. Les pertes fiscales liées à cette réforme pourraient être temporairement moins importantes que prévu, de 60 à 120 millions en moins pour 2021, mais elles seront d'autant plus douloureuses. Reste qu'au-delà de cette bataille de chiffres, c'est un choix politique qui attend les votants le 27 septembre. I



«Nous sommes dans le tir avec ce projet pour la classe moyenne»

Benjamin Roduit

## Un cheminement tortueux

Cette révision de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct, avec déductions des frais de garde par des tiers, a évolué au fil du temps.

Au départ, il s'agissait d'une petite révision, guère contestée, visant à encourager l'accès des femmes au marché du travail, via une hausse de 10 000 à 25 000 francs des déductions fiscales pour frais de garde des enfants par des tiers. Coût du projet: une dizaine de millions de francs par an.

En mars 2019 au National, un nouvel élu PDC, arrivé neuf mois plus tôt, Philipp Kutter (ZH), propose d'augmenter en parallèle la déduction générale pour enfants de 6500 à 10000 fr., histoire de faire un geste pour toutes les familles. Avec le soutien du PDC et de l'UDC, l'idée passe de justesse la rampe.

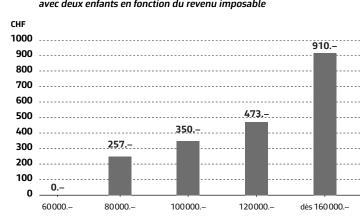
Loin d'être anodin, cet amendement fait grimper l'addition de 370 millions de francs par an. Effrayé, le Conseil des Etats rejette cet ajout. Avec la bénédiction du grand argentier Ueli Maurer, choqué qu'une telle proposition ne fasse même pas l'objet d'une consultation.

L'objet fait dès lors la navette entre les deux Chambres. En conférence de conciliation, la version du National est privilégiée. Et elle l'emporte dans les deux Chambres, avec le ralliement tardif d'une majorité du PLR, entraînant le lancement d'un référendum par la gauche.

**C'est ainsi que** les citoyens se retrouvent à voter sur un objet dont le titre évoque l'augmentation des déductions fiscales pour frais de garde, alors que le cœur du débat porte sur les déductions générales pour enfants. **PHC** 

#### LES DÉDUCTIONS FISCALES POUR ENFANTS

Montants d'impôts économisés en francs pour un couple marié avec deux enfants en fonction du revenu imposable



Infographie: SLO | Source: Calculs de l'Administration fédérale des contributions

Les Suisses voteront sur le congé paternité le 27 septembre. A Berne se prépare déjà l'étape d'après...

# CONGÉ PARENTAL EN VUE?



Le congé paternité élaboré par le parlement prévoit que les pères puissent être payés durant deux semaines pour s'occuper de leur nouveau-né, contre un ou deux jours actuellement en congé usuel. KEYSTONE



CAROLINE BRINER

Votations ► Le 27 septembre prochain, les citoyens et les citoyennes sont invité-es à voter sur l'introduction d'un congé paternité. Très attendu par la gauche et les milieux progressistes, ce paquet de mesures devrait être plébiscité par le peuple selon les sondages SSR et Tamedia (lire ci-dessous). Toutefois, s'il permettra à la Suisse de ne plus être le dernier pays européen à n'avoir ni congé paternité ni congé parental, le projet

soumis en votation reste bien en deçà des pratiques en vigueur dans l'OCDE, où le congé parental s'est imposé (en moyenne cinquante-cinq semaines de congés payés en 2016).

Le congé paternité qu'a élaboré le parlement prévoit que les pères puissent être payés durant deux semaines pour s'occuper de leur nouveau-né, contre un ou deux jours actuellement en congé usuel. Ces 14 indemnités journalières – 10 jours ouvrés – pourront être prises en bloc ou ponctuellement, dans les six mois qui suivent la naissance de l'enfant. L'allocation pour perte de gain correspondra à 80% du revenu, mais au maximum à 196 francs par jour, comme c'est le cas pour les mères. Les indemnités seront financées par une hausse de 0,06 point des cotisations salariales, soit 230 millions de francs supplémentaires répartis entre employé-es et employeurs.



«On espère qu'il ne faudra pas encore attendre trente à quarante ans pour le congé parental» Carole Furrer

Inscrites dans la Loi sur les allocations pour perte de gain (LAPG), ces modifications ont été soumises au référendum par un comité de droite, qui invoque un coût trop élevé pour les PME, tant par des effets directs qu'indirects.

#### Pas quatre semaines

Tous les partis de gauche appellent à accepter la modification de la LAPG, mais c'est à défaut de pouvoir promouvoir un congé paternité de quatre semaines. En effet, l'initiative populaire «Pour un congé de paternité raisonnable – en faveur de toute la famille», déposée par un comité réunissant Travail. Suisse, Alliance F, män-

ner.ch et Pro Familia, a été retirée en octobre 2019 après l'acceptation par les Chambres du contre-projet indirect décrit ci-desus

«Il valait mieux un congé paternité de deux semaines qui entre rapidement en vigueur plutôt qu'une campagne de votation avec des attaques des milieux économiques qui menacent l'introduction même du congé paternité», explique Carole Furrer, vice-présidente de Travail.Suisse.

Par ailleurs, le comité d'initiative ne s'attendait pas à un référendum. «Les parlementaires avaient trouvé un bon consensus», analyse la syndicaliste. Selon son analyse, les élus se rendent compte de l'évolution de la société, que ce soit par le nombre croissant de multinationales qui offrent de généreux congés paternité ou par la forte mobilisation lors de la grève féministe de 2019. Pour finir, les initiants préféraient concentrer leurs forces sur un projet plus large: le congé parental.

#### Trois congés possibles

Car en coulisses, la gauche et les syndicats échafaudent un congé parental. Depuis l'acceptation du congé maternité en 2004, plus d'une vingtaine d'interventions ont été formulées au parlement pour que le couple puisse partager ses indemnités à la naissance d'un enfant. L'attrait pour ce congé équitable s'est encore accru en 2018, avec la publication d'un rapport fédéral¹ élogieux, rédigé sur la base de quelque 140 études. C'est donc presque naturellement que trois types de congés parentaux ont été proposés il y a un an, lors du débat sur le congé paternité à la Chambre du peuple: vingt-huit semaines (Kathrin Bertschi, BE/Vert'libérale), trente-huit semaines (Mathias Reynard, VS/ps) et cinquante-deux semaines (Irène Kälin, AG/verte).

«Quand on fait ce genre de propositions, on passe un peu pour un illuminé», admet Mathias Reynard. Mais le jeu en vaut la chandelle, soutient le conseiller national. Développement de l'enfant, santé de la mère, équilibre familial, égalité des genres, fin de la discrimination à l'embauche, productivité au travail, égalités salariales: «le congé parental résout tellement de problématiques contre lesquelles on essaie de se battre», assure le Valaisan.

Au final, la question n'est pas tant de savoir si un congé parental sera introduit. Mais selon quelles modalités? Le conseiller national Mathias Reynard préconise quatorze semaines pour chacun des parents et dix semaines à se répartir. Pour ce qui concerne le financement, le socialiste évoque plusieurs pistes. Hausse des cotisations à l'APG, recours à la caisse fédérale, un mélange des deux... Dans tous les cas, pas question d'offrir de faibles indemnités, comme cela peut être le cas dans l'Union européenne qui garantit quatre mois de congé parental, en plus de quatorze semaines pour la mère et deux pour le père. «Il est exclu de favoriser les plus aisés», explique Carole Furrer.

Les débats gauche-droite s'annoncent difficiles. Alors qu'il a fallu soixante ans pour introduire le congé maternité et trente pour voter sur un congé paternité, «on espère qu'il ne faudra pas encore attendre trente à quarante ans pour le congé parental», conclut Carole Furrer. I

<sup>1</sup> Commission fédérale de coordination pour les questions familiales (COFF), 2018 https://ekff.admin.ch/fr/ publications/conge-parental-allocations-parentales/

#### **LA DROITE Y PENSE AUSSI**

A droite de l'échiquier aussi, le congé parental a ses adeptes. Même au sein des rangs UDC. «Pour nous, l'important est qu'un membre de la famille soit à la maison pour éduquer les enfants», explique Cyrille Fauchère, président de l'UDC Valais romand (UDCVR). «Si cela peut faire augmenter la natalité, c'est un moindre mal», précie l'élu

Sur la forme, PLR et UDCVR proposent de simplement laisser le couple gérer comme il l'entend l'actuel congé maternité (et l'éventuel futur congé paternité). Petit hic: cela contrevient à la convention 183 de l'Organisation internationale du travail, qui stipule que toute femme a droit à un congé de quatorze semaines. Plusieurs motions ont d'ailleurs déjà été recalées pour cette raison. CBR

## VENTS FAVORABLES DANS LES SONDAGES

L'approbation reste nette pour le congé paternité, selon un sondage de Tamedia et *20 Minuten* diffusé mercredi. Il serait accepté par environ deux tiers des personnes interrogées (66%), contre un tiers qui le refuseraient (33%). L'objet trouve une majorité dans tous les partis, à l'exception de l'UDC.

Les jeunes sont particulièrement enthousiastes, puisque 83% des moins de 35 ans plébisciteraient le texte. Les plus de 65 ans l'accepteraient également, à 54%. L'acceptation est plus grande côté latin: elle est de 75% en Suisse romande et de 74% au Tessin, contre 63% en Suisse alémanique.

Les principaux arguments des partisans du congé paternité sont un progrès en direction de l'égalité, ainsi que la volonté des pères de prendre des responsabilités envers leur enfant. Les opposants redoutent quant à eux une intervention de l'Etat. Ils soulignent que beaucoup de grandes entreprises proposent déjà un tel congé et que les hommes concernés peuvent prendre des vacances. ATS

L'implantation d'un nouveau centre commercial à Saint-Genis-Pouilly fait grincer des dents. Les opposants s'inquiètent des retombées économiques et environnementales

# Fronde contre l'eldorado du shopping

**MAUDE JAQUET** 

Grand Genève ► Les promoteurs commerciaux ont-ils les veux plus gros que le ventre dans le pays de Gex? Trois temples du shopping se disputent déjà la part du lion dans un rayon de cinq kilomètres englobant Thoiry, Ferney et Ségny. Deux nouvelles adresses aux proportions ambitieuses devraient bientôt sortir de terre: l'une à Ferney-Voltaire, prévue pour 2025, l'autre à Saint-Genis-Pouilly, dont l'ouverture est programmée (finalement) pour 2024.

#### Par-delà la frontière

Ce dernier projet, en discussion depuis des années, est celui de trop pour une partie de la population saint-genésienne. Mobilisés en collectif, les citoyens espèrent faire barrage au projet Open qui doit voir le jour dans leur commune et qui prévoit d'accueillir 70 enseignes sur près de 50 000 m<sup>2</sup>. Les opposants ont déjà récolté 12000 signatures via une pétition lancée sur le site MesOpinions. Un rassemblement de protestation est prévu ce samedi.

L'installation de ce nouveau complexe est une affaire franco-genevoise. Le promoteur, le groupe français Frey, spécialisé dans l'immobilier commercial. ne s'en cache pas: comme ses concurrents, il compte bien séduire une clientèle suisse attirée par des prix compétitifs. Un potentiel manque à gagner pour les grandes enseignes genevoises de la Rive droite, Balexert en tête, mais aussi les plus petits commercants, d'un côté comme de l'autre de la frontière. Isabelle Fatton, secrétaire patronale de la Fédération du commerce genevois, relève que «tout ce qui peut bourgeonner de l'autre côté de la frontière est un risque pour les commerces genevois». Elle s'étonne néanmoins de la création d'un nouveau centre commercial dans une zone de fait déjà très occupée: «Si le concept n'est pas fondamentalement novateur, ces grands centres qui se multiplient à la frontière risquent simplement de s'auto-phagocyter.»

Un scepticisme partagé par Sébastien Mermet, membre de l'association environnementale Action non-violente COP21 de l'Est Ain, qui juge ce projet «complètement obsolète». Pensé il v a plus de dix ans, retardé par divers recours, recalibré à la baisse, le projet a finalement obtenu une autorisation de construire en janvier 2020. Mais pour ses opposants, il est d'autant plus à contre-courant que le premier ministre français, Jean Castex, a émis une circulaire le 24 août dernier pour lutter contre l'artificialisation des sols à des fins commerciales. «Ce projet est en porte-à-faux avec les politiques actuelles et l'urgence climatique», plaide Sébastien Mermet.

Contactés par Le Courrier, ni l'entreprise Frey ni le maire de St-Genis-Pouilly, favorable au projet, n'ont souhaité s'exprimer dans nos colonnes.

#### Allondon à sec

«Cette construction aura un impact très négatif sur notre cadre de vie», regrette Marjorie



«Ce projet est en porte-à-faux avec les politiques actuelles et l'urgence climatique»

Sébastien Mermet

Maguet, membre du collectif Stop Open. «Les projections prévoient entre 9000 et 12 000 véhicules en plus par jour (soit une augmentation de 15 à 40% selon les jours, ndlr), sur des axes routiers déjà saturés et peu adaptés à l'augmentation de la population dans notre région. En termes de pollution de l'air et de nuisances sonores, c'est conséquent. A cela s'ajoute le fait que le périmètre du projet inclut une zone humide d'importance.»

L'Allondon, qui s'écoule en amont de la zone concernée, alimente la nappe affleurante et la zone humide sur laquelle doit s'élever le complexe. Le trop-plein s'écoule pour l'instant naturellement dans un effluent situé en aval. Mais l'imperméabilisation des sols inhérente aux constructions viendrait perturber ce fragile processus, et ce malgré l'installation d'un lac artificiel prévue par le projet. De quoi inquiéter Remi Fontaine, géologue et membre de l'association Atena. qui défend la transition écologique dans la région: «Toute perturbation et déficit en eau

soustrait à la nappe au niveau du périmètre du centre Open devra être compensé par un approvisionnement supplémentaire de l'Allondon. Cela entraînera potentiellement la disparition du cours d'eau lors de son débit d'étiage (débit minimal du cours d'eau, ndlr).» Un assèchement critique pour cette rivière qui souffre déjà du réchauffement climatique, rendant vulnérable l'ensemble du biotope qu'elle traverse.

#### Appel à manifester

L'opposition s'est déjà manifestée le week-end passé en accrochant une banderole au-dessus d'un des futurs axes d'accès au centre commercial. Objectif: faire connaître l'existence de ce projet controversé aux riverains. Un deuxième acte est prévu ce samedi avec un rassemblement dès 10h à Saint-Genis-Pouilly<sup>1</sup>. Côté suisse, l'appel à manifester est relavé par la section meyrinoise des Verts genevois. I

1 au croisement de la route de la Faucille et du chemin des Marais

PAGE 2 vendredi 4 septembre 2020 AGEFI

# POINT FORT

# A Montreux, l'économie tombe le masque

SWISS ECONOMIC FORUM. Après avoir traversé l'épreuve du confinement, les patrons suisses se sont enfin retrouvés et ont savouré la résilience du pays.

CHRISTIAN AFFOLTER FRÉDÉRIC LELIÈVRE SOPHIE MARENNE

«En tant que jeune entreprise, nous sommes extrêmement fiers d'avoir pris part à cet événement qui rassemble les compagnies les plus significatives du pays.» Tout sourire, Peter Fankhauser sort de l'auditorium Stravinski, au centre des congrès de Montreux. Venu sans son robot à quatre pattes, le CEO de la start-up zurichoise Anybotics y a reçu le Prix de l'économie suisse 2020, dans la catégorie haute technologie, au Swiss Economic Forum. Après deux jours de conférences et de réseautage, la 22e édition du SEF, la première en Suisse romande, s'est terminée ce jeudi.

Le SEF à Montreux est «une opportunité unique à saisir. Il positionne la Suisse romande, l'arc lémanique sur la carte économique de la Suisse. Je serais très content que cela se refasse», a confié Guy Parmelin à L'Agefi peu après son allocution d'hier. C'est tout de même le suisse allemand qui résonnait le plus dans les murs du Montreux Music & Convention Centre, tant les Romands se sont montrés discrets. Les près de 1000 participants ont quitté la rive du lac après un verre d'adieu, un dernier «check» du coude et le visage découvert.

## Volonté de retour à la normale

A la gare, mercredi matin, ce sont pourtant des flots d'hommes et de femmes d'affaires masqués qui sont descendus des trains en provenance de Genève. Berne ou en-



Heureux de se retrouver après des mois de pause, une bonne partie des participants a rapidement rangé les masques afin de mieux discuter. Ils étaient cependant obligatoires dans l'auditorium.

core Zurich. Mais après la première conférence, les masques sont tombés. Dans la foulée du discours du président de Nestlé Paul Bulcke qui a affirmé que «la crise est beaucoup plus profonde qu'une simple récession», les visages se sont dévoilés. Comme une preuve de l'aspiration des acteurs de l'économie suisse à un retour à la normale après ces mois de paralysie. Aussi comme une lecture positive des statistiques sanitaires qui montrent le très faible nombre de décès et d'hospitalisations, et le fait que la plupart des malades ne souffrent pas de graves symptômes. Ces constatations «sont justes, le Conseil fédéral est conscient de cela, admet Guy Parmelin. Mais il faut quand même rester prudent car il y a encore beaucoup d'inconnues. Nous ne devons pas, par un faux sentiment de sécurité, permettre à l'épidémie de redémarrer.»

A noter qu'au cœur de la salle Stravinski, cet accessoire est resté obligatoire, et que les participants étaient invités à restreindre leurs déplacements aux zones indiquées par la couleur du ruban de leur badge.

Le Covid-19 ne s'est pour autant pas fait discret, occupant une place primordiale dans nombre d'interventions. «Il y a quelque chose de plus important que le foot, c'est la santé», a ainsi déclaré Gianni Infantino, président de la Fédération internationale de football association (FIFA) et invité surprise du SEF.

## La confiance règne après le pic

Mais quelles que soient les prévisions pour l'évolution de cette menace, un climat de confiance règnait lors de ces deux journées d'échanges: les entreprises suisses sauront y faire face, voire en tirer avantage. «Nous planifions l'année 2021 sans coronavirus», s'est ainsi

projetée la cheffe d'entreprise et politicienne Magdalena Martullo-Blocher, à la tête d'EMS-Chemie. Une attitude triomphaliste paraît bien déplacée pour certains. «Il n'y a pas de quoi être fier de compter parmi les bénéficiaires de la crise du Covid-19. C'est comparable à une course de ski que vous gagnez parce que tous vos concurrents ont chuté», a relevé le fondateur du site d'e-commerce brack.ch, Roland Brack.

Reste que les forces de la Suisse pourront se révéler dans le monde d'«après». Et que ses atouts servent notamment à développer et appliquer des technologies de pointe. C'est du moins le point de vue du patron de ABB pour la Suisse Robert Itschner. «La numérisation est une énorme opportunité pour la Suisse, qui dispose de connaissances très approfondies dans un grand nombre de secteurs, aussi grâce à ses institutions de recherche et de formation. Nous pouvons créer une plus-value très forte pour des clients dans le monde entier», atil assuré lors d'un entretien accordé en marges des conférences.

## Se recentrer sur les besoins des clients

L'agilité tant des entreprises que des politiques a souvent été soulignée, malgré les critiques au sujet du confinement, décrété et levé trop tardivement. Parmi les lignes directrices guidant la stratégie des patrons, l'attention portée aux besoins des clients a été citée à plusieurs reprises. «La crise sanitaire nous a forcé à repenser nos habitudes de travail», a confirmé Chabi Nouri. La CEO

de Piaget estime que sa marque avait une longueur d'avance sur d'autres maisons horlogères dans cette crise puisque elle «était la première à disposer d'un e-commerce dès 2012.»

En résumé, l'économie suisse ne semble afficher aucune crainte pour sa rentrée. Pourtant, Guy Parmelin a prévenu devant un auditoire presque comble: «aussi longtemps qu'il y a des régions du monde qui sont fermées et des blocages, vous pouvez prendre les mesures que vous voulez, les conséquences seront importantes.» Relancé sur ce sujet avant qu'il ne reparte pour Berne, le ministre de l'Economie n'exclut d'ailleurs pas la possibilité donner plus de temps à certains quant au délai de remboursement des crédits Covid-19. «Le Parlement va discuter de la future loi Covid. qui prévoit justement de pouvoir étendre à dix ans, au lieu de cinq, le délai de remboursement. Il sera possible aussi d'utiliser ses crédits pour de nouveaux investissements. Cela va donner un peu d'air. Mais l'aide de l'Etat n'est pas éternelle», a-t-il averti.■

#### RETROUVEZ L'ACTUALITÉ DU #SEF20 SUR AGEFI.COM



# «L'initiative pour des multinationales responsables nous rendrait vulnérables à la moindre attaque»

Paul Bulcke, président de Nestlé, a prévenu des dangers que les grandes compagnies et les PME encouraient si les Suisses plébiscitaient l'initiative le 29 novembre.

SOPHIE MARENNE

En 40 ans de carrière, il a traversé de nombreuses crises, «Mais aucune comme celle-ci», a souligné Paul Bulcke, président de Nestlé, en préambule de son discours au Swiss Economic Forum (SEF). Premier orateur de poids sur la scène du centre de congrès de Montreux, il a affiché son optimisme quant à la résilience de la Suisse face aux conséquences de la pandémie de Covid-19. «Je crois même que notre pays se relèvera plus fort, et non plus faible. Nous ne réclamons pas un futur en Suisse. Nous y travaillons», a martelé le dirigeant belgo-suisse avant de lancer un avertissement aux 900 spectateurs présents dans l'auditorium Stravinski. «L'initiative multinationale responsable part d'une bonne intention, mais elle crée plus d'incertitude qu'elle n'apporte de solutions.» *L'Agefi* a prolongé le débat avec celui qui a débuté chez Nestlé comme stagiaire en 1979, avant d'en gravir tous les échelons

# Vous visez une neutralité carbone d'ici à trente ans. Est-ce un objectif suffisamment ambitieux?



On peut toujours en discuter mais, au moins, cette échéance existe! D'ailleurs, ce n'est pas uniquement

«notre» neutralité carbone qui est ciblée mais celle de tout notre écosystème. Depuis les agriculteurs, en amont, et jusqu'à la distribution, en aval. Si cette date butoir est le dernier délai, j'espère en réalité que nous irons plus vite.

L'initiative Multinationales responsables ne peut-elle pas vous aider à concrétiser

ces ambitions?

Nos lignes directrices écologiques et de droits humains, nous les avons mises en place par conviction. Nous sommes conscients de nos responsabilités et nous les assumons, sans avoir attendu la réglementation.

L'initiative qui sera soumise en votation populaire le 29 novembre est bien intentionnée. Nous en partageons d'ailleurs les valeurs de responsabilité dont nous sommes les plus fervents défenseurs. Cependant, elle est mal

conçue.

Premièrement, dans sa portée: les initiants voudraient qu'une compagnie puisse être tenue responsable pour les méfaits de ses fournisseurs, de ses partenaires et de ses sous-traitants. Ensuite, elle balaie les principes de base de la présomption d'innocence puisque toute entreprise sera considérée comme coupable de ce dont on l'accuse, à moins d'en prouver le contraire. Enfin. elle

élève le droit suisse sur un piédestal, en rendant incapables les structures légales des autres pays.

## Que craignez-vous si elle est plébiscitée?

Même si j'ai la conscience tranquille, cette initiative nous rendrait vulnérables à la moindre attaque. Nous aurions besoin de pas mal de ressources pour prouver constamment notre bonne foi. Un souci auquel seraient aussi confrontées les PME, puisque le texte les concerne aussi.

## Comment évaluez-vous l'impact

du Covid-9 sur vos activités? Les catégories de produits et les aires géographiques ont réagi différemment à la crise. La force de Nestlé, c'est d'être diversifié. De plus, dans l'agroalimentaire, nous avons la responsabilité de prouver au consommateur qu'il peut continuer à nous faire confiance

Il est clair que la crise a eu un impact. Au printemps, nous avons constaté que les acheteurs voulaient s'assurer de la disponibilité de certains produits de base. Il a donc fallu ajuster quelque peu notre offre. Mais, en parallèle, ils étaient aussi davantage à la maison et consommaient comme tel. en dégustant du bon chocolat par exemple. Passant davantage de temps avec leurs animaux de compagnie, ils ont fait plus attention à leur alimentation. Autre point: la tendance de l'e-commerce s'est considérablement accélérée et, j'en suis convaincu, elle ne va pas s'essouffler.

Vous avez choyé vos collaborateurs en Suisse pendant la crise avec des primes de reconnaissance aux employés de première ligne et trois mois

de salaire à ceux contraints

### au chômage technique.

Ces mesures ont-elles été appliquées hors de Suisse?

Les grandes mesures d'encadrement que nous avons mises en place l'ont été mondialement. Nous avions la même priorité de sécurité à travers le globe. Néanmoins, les nuances dépendaient des sensibilités locales

Nous sommes une firme assez décentralisée. De nombreuses décisions se prennent par marchés. C'est une dimension qui nous a aidés à traverser la crise car les so-

lutions sont implémentées par

des gens qui connaissent la réalité

du terrain.

Nestlé compte 291.000 employés dans 187 pays. Nous avons été positivement surpris de la réaction de nos collaborateurs. Leur volonté poursuivre le travail était extrêmement motivante. L'absentéisme a généralement été moindre qu'auparavant, par

exemple.■

04.09.2020 - L'Agefi - page 3

## Palexpo s'enfonce dans le rouge

**EXPOSITIONS.** Le CEO du

centre de congrès estime la perte nette à plusieurs dizaine de millions. Le centre d'exposition et de congrès Palexpo s'attend à un déficit «d'une ampleur jamais enregistrée» depuis sa création en société anonyme en 2008. La perte nette sera de «plusieurs dizaines de millions» de francs, a confié son CEO Claude Membrez dans un entretien à Bilan, laissant peu de doute quant aux chances de survie de l'entreprise si la situation ne s'améliore pas. «Sur la centaine de manifestations prévues en 2020, nous avons dû en annuler près de 75%», déplore le dirigeant, rappelant que l'entreprise, dont le canton de Genève est actionnaire à 80%, a été contrainte à suspendre ses activités dès fin février. «Par rapport à 2019, notre chiffre d'affaires chutera environ du même pourcentage», poursuit-

années. Maintenir l'emploi «Notre objectif est de maintenir

l'emploi de façon à disposer de toutes les forces vives pour redémarrer notre activité», affirme Claude Membrez. Actuellement, «la quasi-totalité» des effectifs de Palexpo - qui comptait fin 2019 quelque 200 équivalents temps plein - sont au chô-

il, alors qu'une «incertitude totale» entoure la planification des évènements pour les trois prochaines

mage partiel. Le dirigeant assure que les finances sont saines: «au cours des dix dernières années, nous avons pu constituer des réserves et réa-

liser de gros amortissements comptables». Si l'on y ajoute un prêt Covid, les liquidités devraient pouvoir être assurées «encore quelques mois». Interrogé sur l'opportunité d'une augmentation de

capital, Claude Membrez a déclaré qu'il «est encore trop tôt pour se prononcer». - (awp)

# **Événement** 3

## Infractions routières

# À Genève, les radars sont de retour en zone 30

Les contrôles se refont même si la rue n'est pas en règle: 2575 sanctions en neuf mois.

**Marc Moulin** 

ouler trop vite en toute impunité dans les zones 30 genevoises semble appartenir à un temps révolu. On l'apprend au détour d'une récente réponse du gouvernement à une question du député MCG Christian Flury: à la suite d'une discussion entre le procureur général et la police, cette dernière a repris dès janvier des contrôles de vitesse dans les zones 30, si leurs usagers y semblent mis en danger, et cela «quelle que soit la situation en lien avec les éléments d'aménagements ou de modération du trafic».

signifie-t-il? Oue cela Jusqu'alors, la police excluait de déployer ses radars dans les zones 30 n'ayant pas subi avec succès une expertise, exigée par la législation fédérale, démontrant que la disposition de la rue incite suffisamment les usagers à ralentir.

«Il y a une vraie problématique en zone 30 de sécurité des usagers»

Caroline Marti Députée PS

Les forces de l'ordre se refusaient à servir de substitut à un aménagement raté, comme une chaussée rectiligne où le seul panneau de limitation de vitesse ne suffit pas à encourager le conducteur à lever le pied. Des questions émanant également du parlement, en l'occurrence de la socialiste Caroline Marti, avaient révélé la situa-

#### Laxisme dénoncé

À l'été 2019, cette députée s'était inquiétée d'une éventuelle impunité des usagers trop pressés en zone 30 et avait demandé combien de contrôles y avaient été pratiqués durant les douze derniers mois. L'État n'avait pu lui fournir qu'un exemple, antérieur au laps de temps évoqué, remontant au 4 janvier 2018 avenue Henri-Golay, à Châtelaine, avec une moisson récoltée en deux heures de 42 amendes d'ordre pour des vitesses atteignant au plus 44 km/h. Dans des réponses ultérieures, il apparaissait que cette zone 30 était sans doute la seule, parmi les 37 recensées en Ville, à être pleinement validée.

En parallèle, l'État s'était engagé à redresser la situation. Il annonçait la mise sur pied d'un groupe de travail commun avec la Ville avec l'objectif de faire valider l'ensemble de ses zones 30 d'ici à la fin 2020. Un délai également fixé pour les communes.

Reste que la police a entretemps infléchi sa pratique, déployant désormais ses radars partout où la sécurité semble défaillante, que la zone soit validée ou pas. C'est le pouvoir judiciaire qui



d'infraction massif de 31,8%, soit près d'un véhicule sur trois. Dans le détail, 8093 véhicules sont passés devant les radars, dont 2575 roulaient trop vite.

De beaucoup? On cite 2375 amendes d'ordre (s'appliquant en principe à des vitesses retenues allant au plus jusqu'à 45 km/h), 118 dénonciations au service des

contraventions (correspondant à des allures de 46 à 54 km/h) et 82 procédures pénales (à partir de 55 km/h). Pour ces derniers cas, précise l'avocat spécialisé dans le droit routier Jacques Roulet, on parle de délits. Les sanctions encourues incluent des joursamende, un retrait de permis d'au moins trois mois et une inscription au casier iudiciaire.

La réponse du gouvernement insinue que ces sanctions n'ont pas forcément eu pour cadre une zone 30 formellement validée. Ce qui n'étonne guère l'homme de loi. «Contester une sanction est

cher, si bien que beaucoup de gens s'y plient et qu'il est facile pour les autorités de s'asseoir sur le fait que les choses ne sont souvent pas en ordre, soupire-t-il. Je n'ai d'ailleurs eu que très peu de cas de contestations relatives à des cas de ce type.»

Limitation de vitesse

Désormais des radars sont déployés dans les zones où la sécurité semble défaillante. L. FORTUNATI

#### Aménagement en cause?

Ou'en dit-on dans l'arène politique, où le débat a démarré? «Ce bilan montre qu'il y a une vraie problématique en zone 30 de respect des limitations de vitesse et donc de sécurité des usagers, en particulier des piétons ou des cyclistes, alors que la sécurité est précisément l'un des principaux buts de ces zones, réagit Caroline Marti. Le taux d'infractions, très élevé, fait penser que l'aménagement de ces zones reste insuffisamment visible et efficace, mais cela ne signifie pas qu'il faille renoncer à contrôler les zones mal aménagées.»

Auteur de la dernière question en date, Christian Flury est satisfait de la reprise des contrôles, mais reste sur sa faim et s'inquiète en parallèle quant à la lisibilité des aménagements dessinés à titre provisoire dans le contexte du déconfinement. «Nous ne sommes pas contre les zones 30 qui ont le mérite d'apporter du calme aux habitants et de rendre plus sûrs les déplacements des enfants dans certaines rues, relève l'élu du MCG. Mais j'aimerais savoir combien d'entre elles ont été mises en conformité car il y a un vrai risque d'annulation des sanctions pour vice de forme.»

La justice a d'ailleurs bien songé à cet écueil. «Le Ministère public ne peut exclure d'éventuelles contestations judiciaires futures, poursuit Céline Bornand. Il estime toutefois que la sécurité routière doit primer, les zones 30 étant précisément destinées à protéger les usagers les plus faibles, tels que les enfants à proximité des écoles.»

#### Bilan en fin d'année

Un bilan sera dressé en fin d'année quant à la conformité des zones 30, indique le département cantonal des infrastructures. Seule une trentaine parmi les 107 du canton était en ordre au début du processus de rectification, indique le département. Avec cette précision: certaines zones ont été mises en place avant 2002, date à partir de laquelle la certification sur la base d'une expertise est devenue obligatoire.

Le département se dit satisfait des fruits de la collaboration menée pour faire respecter les règles en zone 30. Son porte-parole de préciser: «Nous estimons que ce respect et la sanction des mauvais comportements valent pour tous les usagers de la route, y compris les cyclistes.» De son côté, la Ville de Genève, très concernée, assure que le groupe de travail auquel elle participe avec la police et l'Office cantonal des transports «a pour objectif que toutes les zones existantes soient conformes à la réglementation dans les meilleurs délais».

## Bus et zones 30, un tortueux dilemme

 L'ordonnance fédérale en la matière décrit assez précisément ce que doit être une zone 30 et l'expertise à réaliser à son sujet. Elle prévoit notamment que la rue pacifiée est en principe dépourvue de passages pour piétons (sauf lors de cas particuliers comme la présence d'une école ou d'un EMS) et que la priorité de droite s'y applique. La transition avec le réseau habituel doit être reconnaissable «par un aménagement contrasté faisant l'effet d'une porte». Si besoin, des éléments d'aménagement ou de modération du trafic doivent être installés pour faire

selon la jurisprudence du Tribu-

nal fédéral, les usagers de la route

sont tenus de se conformer aux

panneaux de signalisation indé-

pendamment d'éventuels doutes

quant à leur régularité formelle».

La pluie de sanctions a été cin-

glante, à en croire le bilan dressé

Amendes à gogo

respecter la vitesse. En clair, si les gens roulent trop vite, il vous faut transfor-

mer la rue en labyrinthe ou en montagnes russes. Or une telle transformation est malaisée quand la zone 30 concernée est desservie par les transports publics. C'est le cas par exemple dans la très rectiligne rue de Saint-Jean, sillonnée par les bus 7 et 9, des lignes majeures. N'est-ce pas la quadrature du cercle de la rendre suffisamment sinueuse pour ralentir le trafic. mais sans gêner les TPG? «Les solutions en termes

d'aménagement restent limitées si l'on souhaite préserver une vitesse commerciale des transports publics acceptable et garantir le confort des usagers, répond le Département municipal de l'aménagement, des

constructions et de la mobilité. Dès lors, il nous semble que la solution la plus pertinente et sans doute la plus économique est le recours à des contrôles de vitesse, soit ponctuels à travers des campagnes réalisées par les forces de l'ordre, soit continus par la mise en place d'un radar permanent. Ces mesures relèvent des instances cantonales et seront sans doute discutées à l'achèvement de l'analyse du groupe de travail sur les zones 30 dans le cas de figure où il est avéré que les vitesses de circulation demeurent trop élevées.»

Si on en croit cet interlocu-

teur majeur qu'est la Ville, la police ne semble pas près de retirer ses radars. M.M.

#### En attendant le vaccin

# Kits de test minute, l'autre course contre le Covid-19

**De nombreux labos** biotech arrivent avec des tests de dépistage simplifiés qui, outre les masques, casseront la transmission du virus. Leur coût de revient atteint déjà moins de 5 dollars.

#### **Pierre-Alexandre Sallier**

Dans l'ombre des équipes vedettes qui promettent à Donald Trump des millions de doses de vaccins pour sa réélection, des dizaines de sociétés biotech mais aussi des géants de la pharma s'apprêtent à commercialiser un arsenal alternatif face à la transmission du coronavirus.

Leurs appareils miniaturisés, voire de simples kits jetables similaires aux tests de grossesse, pourraient faciliter le dépistage régulier de centaines de millions d'individus.

#### Dixième test pour Roche

Dernière annonce en date, lundi, avec le lancement par Roche d'un nouveau test antigène permettant de détecter en un quart d'heure la présence de protéines de la surface du virus SARS-Cov-2. C'est le dixième outil de diagnostic proposé par la multinationale bâloise depuis le début de la pandémie. Ne nécessitant pas d'équipement complexe, le test peut être réalisé dans un cabinet médical et 80 millions d'exemplaires par mois en seront fournis d'ici à la fin de l'an-

«Dans un monde qui veut faire repartir son économie tout en enrayant la diffusion de la pandémie, la cartographie de sa transmission, permise par ce test, est cruciale», réagit Stefan Schneider, spécialiste du secteur au sein de la banque Vontobel.

#### Objectif, moins de 5 dollars

Face à Roche, plusieurs labos américains mettent également au point des tests antigènes «papier», évitant de passer par les équipements sophistiqués PCR des centres d'analyses. C'est le cas de géants comme Abbott et 3M et avant eux de Becton Dickinson, Quidel, LumiraDx ou de E25 Bio. «Ces tests, qui ne sont pas encore homologués pour une utilisation à domicile, seront d'abord déployés dans des pays ne disposant pas de l'équipement pour des tests PCR à la chaîne», tempère Katherine Taglieri, spécialiste des technologies médicales chez AtonRâ Partners, société de gestion basée à Genève.

Cette dernière note que l'arrivée de gros industriels permettra d'en faire passer le prix de revient à 5 dollars, comme c'est le cas pour ceux d'Abbott, qui en produira 50 millions par mois dès cet automne. À titre de comparaison, un test PCR classique - qui nécessite un prélèvement nasopharyngé, du personnel, des réactifs - coûte autour de 120 à 150 dollars. «Prochaine étape pour passer sous les 5 dollars, soit 10 dollars le prix de vente: tester la salive», pointe la spécialiste. Seule une poignée de ces tests salivaires fournis par des labos comme Yale, Fluidigm ou Phosphorus ont été homologués. Dans le sillage de ces tests rapides, d'autres équipes, comme les américains Sherlock Biosciences et Mammoth Biosciences et les argentins de Caspr Biotech, utilisent un nouvel outil de génie génétique - un enzyme CRISPR pour révéler la présence du virus en quinze à vingt minutes. Ils nécessitent cependant encore des machines de la taille d'un grillepain pour amplifier la séquence ARN, à l'instar des 7 millions d'appareils ID NOW déjà écoulé aux États-Unis par Abbott.

En début de semaine, le site Heidi.news révélait de son côté comment l'ancien responsable de l'EPFL reconverti dans la finance, Patrick Aebischer, investissait dans Visby Medical, une société californienne qui planchait sur un kit de test PCR personnel, bien avant le coronavirus.

#### La clé du retour à la normale

La reprise de l'activité économique pourrait bien dépendre de ces bandelettes, alors que le re«Ces tests ne sont pas encore homologués pour une utilisation à domicile»

**Katherine Taglieri** AtonRâ Partners

tour des infections hivernales exigera de pouvoir distinguer très rapidement une grippe d'un cas de Covid-19. Mercredi encore, dans les colonnes de «Blick», le directeur commercial de Swiss plaidait pour des tests de dépistage rapides dans les aéroports helvé-

Le mois dernier, un spécialiste de la dynamique des épidémies de Harvard estimait déjà que le recours généralisé à des tests «papier» jetables bon marché était de nature à casser la chaîne de transmission du virus «en quelques semaines», «de manière comparable à un vaccin». Et à un coût «bien moindre que les programmes économiques de relance successifs». Selon Michael Mina, leur utilisation régulière par une grande partie de la population compenserait statistiquement leur fiabilité moindre. L'épidémiologiste les comparaît à un coup de pouce «artificiel» pour atteindre cette «immunité collective» dont a rêvé la Suède.

## Une start-up genevoise lance sur le marché un test sanguin



CoreMedica Europe, une start-up genevoise dirigée par Jean-Marc Leroux, entre dans la course avec un kit de test sanguin. LUCIEN FORTUNATI

 Installée au Campus Biotech, à Genève, la toute jeune start-up CoreMedica Europe, devenue depuis peu une filiale de Swiss Medical Group, s'est invitée dans la course engagée par les grands laboratoires pour lutter contre le Covid-19. En un temps record, l'entreprise vient de mettre sur le marché un test sanguin qui permet de dresser un bilan immunitaire complet. À partir de trois gouttes de sang prélevées au bout du doigt, il permet de savoir si l'on a été infecté par le coronavirus dans le passé. Mieux encore, selon ses inventeurs, «il permet également de préciser son état immunitaire général en dosant des marqueurs clés dans le sang, connus pour minimiser l'impact d'une infection Covid-19».

interpréter les résultats. Malgré

son jeune âge, CoreMedica Eu-

Tout a été mis en œuvre pour rendre ce test simple et rapide. Après le prélèvement, il suffit de renvoyer le kit par la poste. Une fois entre les mains des biologistes installés à Genève, ce n'est qu'une question d'heures pour tester et ger en prenant le traitement ap-

rope ne compte pas jouer les figurants ou les seconds rôles dans les mois qui viennent. À sa tête comme CEO, le D<sup>r</sup> Jean-Marc Leroux, ancien exécutif du groupe américain Covance/LabCorp, et leur CSO, le D<sup>r</sup> Pierre-Édouard Sottas, qui a mis au point le passeport biologique des athlètes au sein de l'Agence mondiale antidopage. Sous leur impulsion, Core-Medica Europe vise d'emblée le marché européen. «Notre objectif est d'aider les entreprises à assurer la santé et la sécurité de leurs employés et à minimiser l'impact de la prochaine vague sur leur activité», explique Jean-Marc Leroux. Elles constituent le cœur de cible et, dès fin septembre, le kit

sera accessible directement aux particuliers sur le site internet du laboratoire (www.coremedica.ch). Le bilan immunitaire permet d'établir une cartographie des carences de son organisme qui peuvent le rendre plus vulnérable au virus. Un manque de zinc, par exemple, qu'il sera utile de corri-

proprié. Un système immunitaire

bien préparé permet de maximi-

ser ses chances d'être asymptomatique en cas d'infection et de ne pas permettre au virus de se multiplier. «Au départ, nous sommes des spécialistes de la nutrition personnalisée», rappelle Pierre-Édouard Sottas. Depuis sa création, en 2018, CoreMedica Europe a développé des solutions de nutrition personnalisées, anti-âge, de développement des performances sportives et de soutien du système immunitaire contre les infections virales.

«Avec ce kit, nous ne faisons que mettre notre expertise au service de la lutte contre le Covid-19», poursuit-il. Pour Jean-Marc Leroux, les entreprises ont tout à gagner à aider leurs employés à se préparer à une nouvelle percée du virus. «Cela évitera l'absentéisme et elles gagneront en productivité», argumente-t-il. Sur le plateau du Campus Biotech occupé par CoreMedica Europe et leur plateforme innovante de spectrométrie de masse à haute résolution, les biologistes et leurs techniciens sont prêts à recevoir les tests en provenance de toute l'Europe. A.J

# Face à la pandémie, un bilan mitigé pour les pharmas

COVID-19 Des médicaments prometteurs n'ont pas été à la hauteur des attentes, mais d'autres semblent en voie de confirmer les espoirs qu'ils suscitent, selon l'IFPMA, la faîtière mondiale du secteur pharmaceutique

RICHARD ÉTIENNE

@RiEtienne

Bilan mitigé. Ainsi pourrait-on résumer le message issu d'une conférence de presse jeudi sur les résultats des traitements pharmaceutiques face à la pandémie et organisée par l'IFPMA, la faîtière du secteur dans

le monde. «Certains traitements n'ont pas été à la hauteur des espoirs», indique l'IFPMA. L'association basée à Genève souligne que des essais cliniques rigoureux ont démontré que, pour les patients atteints de Covid-19 léger, l'hydroxychloroquine ne fonctionne pas. Ce printemps, cet anti-inflammatoire indiqué en rhumatologie était vu comme une solution prometteuse face à la pandémie. En mars, le groupe rhénan Novartis avait d'ailleurs annoncé son intention d'en donner 130 millions de doses.

Résultats encourageants et échecs Il a également été démontré que l'Actemra, un traitement de Roche, n'entraîne aucune amélioration chez les patients atteints de pneumonie sévère associée au Covid-19. En mars, le groupe bâlois lançait des essais cliniques avancés pour cette formule susceptible d'atténuer une réaction du système immunitaire dans des cas graves de Covid-19. «Des essais cliniques solides ont été menés mais, malheureusement, ils n'ont pas abouti», a indiqué Severin Schwan, son patron, durant le point presse.

Roche vérifie désormais si l'Actemra peut tout de même être efficace s'il est administré avec un autre traitement, le remdesivir. Ce traitement du groupe américain Gilead continue de susciter l'espoir. Plusieurs essais avancés ont abouti à des résultats encourageants pour ce médicament, qu'il soit administré tout seul ou avec d'autres remèdes, selon Daniel O'Day, le directeur du groupe américain.

du groupe americain. Globalement, des recherches sont menées sur 315 traitements et 210 vaccins, selon le

Milken Institute. Pour les traitements, les pistes les plus sérieuses portent sur des antiviraux, des anticorps, du plasma de convalescence et des anti-inflammatoires. Une diversité encourageante, selon l'industrie, pour qui les réponses seront forcément diverses face aux profils variés des patients. «Il n'y aura certainement pas de solution miracle et unique pour guérir tout le monde», prédit Thomas Cueni, directeur de l'IFPMA.

«Sans précédent dans l'histoire» «Le degré de collaboration de l'industrie est sans précédent, même si nous sommes tous concurrents, affirme Severin Schwan. Je n'aijamais vu ça de ma carrière et j'en suis fier.» Des entreprises partagent des usines et des résultats. Roche travaille notamment avec la firme américaine Regeneron sur un traitement basé sur des anticorns

traitement basé sur des anticorps.
La vitesse avec laquelle l'industrie a réagi face est «sans précédent dans l'histoire, tout en conservant ses standards de qualité», selon le patron du groupe Eli Lilly, David Ricks. «Nous avons beaucoup investi pour augmenter la production de remdesivir de sorte que, avec 2 millions de doses à la fin de l'année, nous en aurons suffisamment pour faire face à la demande», a par exemple fait

savoir le patron de Gilead.
L'IFPMA fait régulièrement un état des lieux face au Covid-19, c'était jeudi son quatrième. Plus de 23 millions de personnes ont été infectées par le nouveau coronavirus et 860000 en sont décédées.

03.09.2020 - RTS 1 - le 1930 + dossier thématique

https://www.rts.ch/info/suisse/11577240-les-cantons-cherchent-la-parade-pour-des-finances-sous-pression-du-covid.html

# Les cantons cherchent la parade pour des finances sous pression du Covid



(Timing, durée 2'18)

A l'heure de l'élaboration des budgets 2021, les cantons planchent sur des solutions pour faire face aux conséquences financières de la crise sanitaire. Entre coupes et programmes de relance, chacun cherche sa méthode.

Le canton de Genève a ouvert les feux il y a quelques jours. Pour faire face au déficit de plus d'un milliard de francs qui s'annonce au budget 2021, les autorités cantonales envisagent de baisser les salaires de leurs fonctionnaires contre une semaine de vacances supplémentaire. L'objectif: faire face à un déficit bien plus lourd qu'envisagé en raison de la crise du coronavirus. L'information, révélée mardi matin dans La Matinale, a provoqué de vives réactions du côté des syndicats. "C'est inacceptable de faire payer le Covid au personnel de l'Etat", a réagi Françoise Weber, membre du bureau du Cartel intersyndical. Avant d'ajouter: "Cela concerne à peu près 50'000 personnes, c'est une part très importante de la population genevoise qui va avoir un salaire diminué". A Genève, comme dans les autres cantons romands, les charges supplémentaires liées à la gestion de la crise, ajoutées aux pertes de recettes, vont avoir un impact important sur les finances publiques. En Valais, par exemple, on estime les pertes de recettes fiscales à hauteur de 30 à 50 millions de francs. Mais ces conséquences sont pour l'heure difficiles à évaluer. "De nombreuses incertitudes demeurent", estime François Charvoz, secrétaire général adjoint du Département des finances et de l'énergie valaisan. Pour lui, plusieurs indicateurs sont à suivre en lien avec une éventuelle deuxième vague: le chômage, la relance des marchés intérieur et extérieur, le comportement des consommateurs. C'est dans ce cadre-là que les autorités doivent mettre sur pied un budget pour

Le canton du Valais a déjà présenté la semaine dernière son projet de budget 2021. Un budget à l'équilibre, avec des investissements en hausse et des ressources supplémentaires allouées à des domaines jugés prioritaires, comme la baisse des primes maladie ou l'accueil de la petite enfance. Le projet est salué par Marylène Volpi Fournier, présidente de la Fédération des magistrats, enseignants et personnel de l'Etat du Valais (FMEP). "C'est plutôt une politique anti-cyclique qui est mise en

2021. Et là, chacun cherche les meilleures solutions.

publique pour y puiser dans les économies". Pas de programme d'austérité non plus du côté du canton de Vaud. Le Conseil d'Etat compte notamment maintenir la baisse d'impôts annoncée avant la crise. Objectif: soutenir le pouvoir d'achat et l'économie locale. "Aujourd'hui les gens sont plutôt cantonnés aux frontières suisses, c'est compliqué de voyager à l'extérieur", explique Pascal Broulis, conseiller d'Etat en charge des finances vaudoises. "S'ils ont un peu plus d'argent en main, ils pourront le dépenser, et donc soutenir l'économie locale". Le grand argentier vaudois mise sur une politique d'observation pour 2021: "C'est plutôt en 2022 qu'on commencera à sentir les méfaits de la crise sur les recettes fiscales, avec peut-être le besoin de renforcement de certaines politiques publiques pour garantir la cohésion entre certaines populations". Ailleurs en Suisse romande, les budgets seront ficelés durant l'automne. A Fribourg, on espère pouvoir faire face, mais d'autres cantons, comme Berne ou Neuchâtel, n'excluent pas de devoir procéder à des économies ou à des

**Elodie Botteron/fan** 

reports d'investissements.

place. Je la salue, car elle permet de ne pas aller vers le réservoir de la fonction

https://www.rts.ch/play/tv/emission/19h30?id=6454706

#### Le désarroi des exploitants de discothèques à Genève



(Timing 7'40 à 9'39, durée 1'59)

03.09.2020 - Léman Bleu TV - Genève à Chaud

https://www.lemanbleu.ch/Scripts/Modules/CustomView/List.aspx?idn=9991&name=CategorySearch&Category=592

#### Baisser le salaire des fonctionnaires : débat





(Timing, durée 17'28)

02 septembre 2020 - 19h15

### LA NOUVELLE DÉCHARGE DE MÂCHEFERS REVIENT SUR LA TABLE



Durée de la vidéo : 04'34"

Chaque jour à la décharge de Châtillon à Bernex, des tonnes de mâchefers sont déversées. Les mâchefers, ce sont les matières non brûlées après incinération des déchets. Ils prennent la forme de graviers et blocs grisâtres, avec encore quelques éléments non incinérés comme des morceaux de procelaine ou des petites cuillères. Des matériaux à placer en décharge sécurisée. «Les mâchefers sont placés dans un trou avec en dessous une couche étanche, et des tuyaux pour récupérer l'eau possiblement polluée et la traiter en STEP» explique le directeur des Cheneviers Thierry Gaudreau. Une fois la décharge pleine, une couche sera appliquée par dessus avant la renaturation du site.

Avant de gérer les mâchefers, tout commence aux Cheneviers. Chaque jour y arrivent 800 tonnes de déchets. Après incinération, il reste cette fameuse masse de 20% non brûlée. Il est possible actuellement d'en extraire les métaux, à Satigny. Mais le reste part donc à Châtillon. La décharge étant saturée au printemps prochain il en faut une nouvelle. Mais le projet stagne depuis des années. «Nous avons constitué un groupe de travail. Mais au fil des années nous avons fait face à quelques péripéties. Nous sommes maintenant au pied du mur» explique le directeur de l'office cantonal de l'environnement Daniel Chambaz.

Treize communes ont été repérées pour installer la prochaine décharge. Trois sont favorites : Satigny, Collex-Bossy et Versoix. Mais ces dernières n'en veulent pas. D'où les pétitions il y a deux ans qui ont gelé le projet, et la même opposition réitérée en juillet à l'Etat par les communes. «L'enfouissement des déchets c'est un système du passé il faut

arrêter maintenant! De nombreuses décharges de nos jours sont rouvertes pour être traitées et dépolluées alors que l'on nous assurait dans le passé que tout irait bien» s'indigne le conseiller administratif de Satigny Willy Cretegny.

À terme, un potentiel de remplissage de quatre-cents piscines olympiques pour les trente prochaines années. L'office cantonal de l'environnement veut rassurer. Le trou sera creusé petit à petit, et stoppé si d'autres solutions sont trouvées. Il rappelle aussi que ces décharges sont strictement encadrées.

Les communes, et le Grand Conseil, demandent aussi que ces mâchefers soient valorisées. Dans le monde, des procédés existent pour extraire les polluants des mâchefers, produisant un sable ensuite utile comme matériau de construction. Genève mène des tests concluants depuis plusieurs années. Mais la Suisse l'interdit. «Notre démarche maintenant c'est de convaincre Berne que ce sable traité est inoffensif et peut-être utilisé dans la construction» rappelle Daniel Chambaz.

Il serait possible ainsi de recycler 60% du mâchefer. 25% seulement resteraient comme reliquats à enfouir. Mais contacté, l'Office fédéral de l'environnement persiste: « À ce stade, les matériaux obtenus à Genève contiennent encore de trop importantes concentrations en métaux lourds. Celles-ci proviennent entre autres de la présence de matériel électronique».

En attendant une évolution fédérale, les opposants demandent un engagement sur la baisse des déchets produit en amont dans la nouvelle loi cantonale à l'automne. À court terme, Genève va exporter ses mâchefers dans un autre canton. Avant une nouvelle décharge dans plsueirus années.



# À Genève, un comité en faveur de supprimer des places de stationnement



Publié Il y a 12 heures,le 2 septembre 2020 De **Miguel Hernandez** 



Crédit photo: ATE Genève

Quinze associations et partis ont lancé ce mercredi à Genève leur campagne pour le oui à la révision de la loi sur la circulation routière. En jeu, un assouplissement du principe de compensation des places de stationnement supprimées. L'objet sera soumis en votation le 27 septembre.

À Genève, un comité composé de partis allant d'Ensemble à Gauche au PLR ainsi que de nombreuses associations de milieux environnementaux et des mouvements d'habitants est en faveur de supprimer des places de stationnement. Ils appellent à voter oui à la révision de la loi sur la circulation routière. Le but de cette loi est d'assouplir le principe de compensation des places supprimées dans l'espace public. Pour rappel, il est inscrit dans la loi genevoise que selon ce principe toute place de stationnement sur la voirie doit être remplacée, à certaines conditions, par une place dans un parking public. Si la loi est acceptée par le peuple, elle permettra grâce à l'espace gagné de débloquer de nombreux projets pour favoriser la mobilité douce. Le détail avec Lisa Mazzone, présidente de l'association transports et environnement Genève (ATE).

Lisa Mazzone, présidente de l'ATE 00'36" <a href="https://www.radiolac.ch/actualite/a-geneve-un-comite-en-faveur-de-supprimer-des-places-de-stationnement/">https://www.radiolac.ch/actualite/a-geneve-un-comite-en-faveur-de-supprimer-des-places-de-stationnement/</a>

#### Changer les habitudes

Bien que la question des place de parking occupe une place centrale dans la votation, la loi ne se limite pas à cet aspect. Pour Lisa Mazzone, il faut voir au-delà de la problématique des places des stationnement, ce sont les habitudes de la population qu'il faut changer.

Lisa Mazzone, présidente de l'ATE 00'44" <a href="https://www.radiolac.ch/actualite/a-geneve-un-comite-en-faveur-de-supprimer-des-places-de-stationnement/">https://www.radiolac.ch/actualite/a-geneve-un-comite-en-faveur-de-supprimer-des-places-de-stationnement/</a>

#### Penser la mobilité du futur

Alors que nous sommes confrontés à la pollution de l'air et au réchauffement climatique, le comité appelle à améliorer la qualité de vie des citoyens. Il affirme que cette loi permettra de réduire la pollution sonore et atmosphérique. Avec l'espace gagné par la suppression des places de nombreux projets seront mis en place comme l'élargissement des trottoirs, la création de pistes cyclables et la végétalisation de l'espace public. Autant de projets qui invitent à déjà réfléchir à la mobilité de demain. Le détail avec Lisa Mazzone.

Lisa Mazzone, présidente de l'ATE 00'35" <a href="https://www.radiolac.ch/actualite/a-geneve-un-comite-en-faveur-de-supprimer-des-places-de-stationnement/">https://www.radiolac.ch/actualite/a-geneve-un-comite-en-faveur-de-supprimer-des-places-de-stationnement/</a>